

# La C'gette... L'INFO

"Le plus grand problème dans la communication, c'est qu'on n'écoute pas pour comprendre, on écoute pour répondre"

Janvier 2016—n° 18

Bonne Année ! Bonne Santé ! Et de la santé, il nous en faudra pour faire face aux restructurations qui continuent, à la stagnation de nos salaires et à tous les changements à venir !  
Que 2016 soit une année de lutte pour faire avancer les droits des salariés !

## Sur le pôle protection de l'enfance

L'internat Blum du Centre des Apprentissages de Phalempin a fermé ses portes fin décembre. L'établissement a connu une très longue période de restructurations. Si le site a accueilli jusqu'à 80 jeunes, en 2011, il n'en restait plus qu'une quinzaine. Des dégradations et actes de vandalisme y ont été commis. Ce lieu d'hébergement n'était plus sécurisé ni sécurisant. Un projet de reconversion en deux dispositifs d'AEMO renforcée de 30 places chacun (Douai et Lille Sud Est) attend la validation du Conseil Départemental. En attendant, les salariés ont été affectés dans différents établissements.

Le service de milieu ouvert de La Madeleine, lui aussi, ferme ses portes dès février, la municipalité souhaitant vendre le local loué.

L'activité se poursuit avec la mobilité des salariés sur 4 services de milieu ouvert du pôle (Lille, Roubaix, Tourcoing). La CGT souligne que le choix des salariés semble entendu et que la "prime d'internat" pour les salariés de l'hébergement est maintenue.

Avec une baisse annoncée par le Conseil Départemental de 5% pour 2016 (et peut-être bien les 2 années suivantes) plus la convergence tarifaire, le pôle est incité à trouver des modalités d'accompagnement alternative au placement, devenu trop coûteux. La demande départementale est aux mesures ambulatoires administratives.

Mais tous les jeunes ne peuvent bénéficier d'un accompagnement sans placement et cela questionne : le coût financier prime-t-il sur la prise en compte des problématiques du jeune et de sa famille ?

En 2016,  
que le rapport de force  
soit avec vous.



www.cgledc.fr

@odocgt

## Sur le pôle médico-social

En raison des craintes notamment exprimées par le CHSCT quant à un danger sur la santé et la sécurité des salariés de l'ITEP de Tressin, en accord avec l'ARS, l'établissement fermait une semaine en novembre. Ainsi, des journées de réflexion ont permis aux salariés d'évoquer les dysfonctionnements et d'exposer leurs attentes. Pour autant, celles-ci ne se déclinent pas sur le terrain et l'établissement vit à nouveau de grandes difficultés. Courant décembre, lors d'une AG, la direction générale a informé les salariés de Tressin que Cyrique Cacheux, directeur général adjoint de l'association et directeur en charge de la protection de l'enfance, prenait la direction temporaire de l'établissement !

La CGT poursuit sa vigilance et espère que la Sauvegarde du Nord a cette fois-ci pris la mesure de la situation !

Sur l'ITEP de Roubaix, les horaires, malgré plusieurs interpellations de la direction des ressources humaines, sont toujours sur une base réelle de 37 à 38 heures semaine alors que les 35h devraient être effectives depuis le 01/01/2015 ! Quid du déclenchement des heures sup, des congés RTT, des récupérations ?

Sur l'ITEP Flandres, les salariés apprennent qu'ils devront maintenant faire des semaines à 35 heures tout en restant en modulation sur 13 semaines. Le principe des modulations serait-il remis en cause ?

Sur plusieurs ITEP, des salariés ont eu des remontrances de leur direction du fait qu'ils étaient venus rencontrer des élus en dehors de leur horaire de travail. Sans doute une consigne en faveur du dialogue social ?

## Sur le pôle addictologie

L'espace du Possible se restructure aussi, avec des projets de mobilités parfois importantes sur le Valenciennois et des postes non remplacés. La vente du 50 rue de Valenciennes est également annoncée pour permettre de dégager des fonds.

## Sur le pôle inclusion sociale

La cuisine de la Ferme des Vanneaux devrait arriver sur le nouvel ITEP de Sin le Noble. Pourtant, il est déjà question de nouvelles mises aux normes !

Sur AGORA, le projet "Logipsy", financé par le DIAL, en partenariat avec l'EPSM, les agglomérations de Lille/Roubaix et le Conseil de la santé mentale se développe. Le but est de coordonner le parcours des usagers afin de prévenir la perte de logement. Un poste de "coordinateur de parcours" est à pourvoir.

## Les comptes associatifs 2014

Lors du CCE de novembre 2015, le cabinet Apex a remis son rapport. Ci-dessous, les principales conclusions et questionnements de la CGT ADNSEA :

- le budget associatif est d'environ 56 millions d'euros
- les fonds associatifs (secteur non réglementé) sont toujours en difficulté
- le projet de vente du patrimoine pour dégager des fonds (rue de Valenciennes et CMPP Bld Vauban) *mais pour quoi faire ?*
- le projet de "faire sortir" le patrimoine de l'association en lui donnant une identité juridique spécifique (pôle patrimoine indépendant de l'association).
- la sur-activité ne compense plus les impasses financières
- des reprises d'excédents du fait de la convergence tarifaire
- des non-dépensés dans le CPOM et le secteur réglementé. *Pourquoi existe-t-il des non dépensés pour un service à rendre aux usagers alors que les conditions d'accueil et de travail se dégradent ?*
- L'expérimentation des "social impact bonds" pour 2016 ou 2017. Cela impliquera un changement de mentalités très profond, qui s'éloignent encore un peu plus de l'esprit *associatif* que nous n'avons plus depuis plusieurs années.

La mutation et l'adaptation à l'entreprise sociale se poursuivent. Il serait intéressant de mesurer les impacts positifs et négatifs d'une telle transformation.

La CGT ADNSEA soutient les salariés de Goodyear injustement condamnés.... Alors que des patrons voyous s'en sortent avec juste une amende ! Soutenez les salariés en signant la pétition sur [www.change.org](http://www.change.org).

## L'action sociale bousculée !

Face aux restrictions budgétaires, de nombreux départements mettent les associations au régime sec. L'économie à réaliser est au minimum de 100 millions d'euros sur 2016. Pour l'instant, les grosses associations arrivent à reclasser. Mais demain, faut-il s'attendre à des plans de sauvegarde de l'emploi ? Les petites, elles, licencient déjà.

Le Conseil Départemental du Nord veut agir plus préventivement et de façon plus globale avec les familles, dans l'intérêt de l'enfant, pour éviter la dégradation des situations et le recours à l'accueil à l'ASE, d'interroger le sens et les modes d'accueil à l'ASE.

Cela passe par 4 orientations :

- 1) Accompagner les familles aux moments clés de l'enfance
- 2) Maintenir les liens de l'enfant avec son environnement social et familial en graduant et en adaptant les modes d'intervention
- 3) Construire un projet partagé pour chaque enfant et avec chaque jeune adulte accompagné par l'ASE
- 4) Piloter et évaluer la politique au travers d'une gouvernance renouvelée.

Les orientations sont légitimes et en partie pertinentes. C'est sur leur mise en œuvre que nous devons être tous vigilants et forces de propositions pour garantir la qualité et le sens du travail d'accompagnement des familles et de leurs enfants.

Au-delà de ces perturbations financières, les travailleurs sociaux vont être confrontés à la remise en cause de la convention collective, l'arrivée fort probable des financements privés, la refonte des diplômes, les fusions/absorptions, les groupements de coopération qui vont s'accélérer...

**En ce sens, La CGT Santé Action Sociale du Nord a adressé un courrier au Président du Conseil Départemental.** Des actions locales sont prévues.

Professionnels de La Sauvegarde du Nord, rejoignez-nous dans l'action !

